



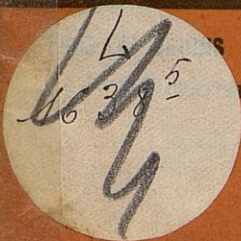
Les Véritables Mémoires de Waldeck-Rousseau



M. Porto-Riche

et son "Vieil Homme"

L'ŒUVRE



8^{me} ANNÉE — N° 6
18, rue Notre-Dame-des-Victoires

9 Février 1911
PAR AN : 10 FR.

6^e ANNÉE
PARIS THÉÂTRE

Hebdomadaire du Samedi

PARIS — 14, rue de Châteaudun — PARIS

Tous les Samedis **PARIS THÉÂTRE** donne :

- Le résumé de la semaine artistique (Théâtres et Concerts) ;
- Le compte rendu des Premières, des Conférences, des Auditions musicales ;
- Des blok-notes satiriques et critiques (*Sévérités, Indiscrétions, Jardin des Pigures*) ;
- Les échos et les nouvelles surpris dans le monde théâtral ;
- Des articles documentaires sur l'histoire du théâtre ;
- Des études de fond sur les questions de théâtre ;
- Des Camées d'artistes avec portraits ;
- Des dessins humoristiques inédits sur les pièces nouvelles.

EN UN MOT :

PARIS THÉÂTRE dit tout
car il **sait tout**
pénétrant **partout**

Chaque samedi, le numéro de **PARIS THÉÂTRE** est accompagné d'un petit livret donnant le programme et la distribution des spectacles pour la semaine à suivre.

ABONNEMENT :

Paris, Seine et Seine-et-Oise, **10 fr.** ; Départements, **12 fr.** ;
Etranger, **15 fr.**

PARIS — 14, rue de Châteaudun — PARIS

PETIT SUPPLÉMENT AUX MÉMOIRES

DE

Waldeck-Rousseau



Le cuirassé *Waldeck-Rousseau* est en avaries ; pendant qu'on le répare, on devrait construire un croiseur baptisé *Demagny* ; ce serait la résurrection de la Grande Flibuste.

La publication des *Papiers personnels* de Waldeck-Rousseau permet de fixer la figure de cet « homme d'Etat », qui fut surtout un homme de proie. Quand il devint premier ministre, quelqu'un qui le touchait de près ne put retenir ce cri du cœur : « A nous la galette ! » Et je me rappelle encore le rayonnement diabolique de Clemenceau m'annonçant la naissance du cabinet Waldeck-Rousseau-Galliffet : c'était, pour lui, la promesse d'une belle curée ; après avoir rançonné les « grand Juifs » pour sauver leur Dreyfus, on allait les rançonner pour enrayer le mouvement révolutionnaire.

Waldeck-Rousseau jouissait d'un prestige considérable parmi la canaille politicienne, parce qu'il avait de la tenue.

La première bande opportuniste était surtout débraillée ; le Juif génois Gambetta, le Badois Spuller et leur séquelle, tous bohèmes, piliers de brasserie, avaient regardé comme un palais des Mille et Une Nuits le salon et surtout la salle à manger de Mme Adam. Comme le Père Jésuite à qui nous devons Voltaire,

4 16 38 5
8.P 2884

M. Adam n'était pas le premier homme du monde, mais il avait une jolie femme et beaucoup d'argent ; Mme Adam devint l'Egérie de la troupe en la nourrissant d'autre chose que de choucrôtes garnies. Même chez la prostituée Païva, où il trafiquait de l'Alsace-Lorraine avec l'agent de Bismarck, Gambetta faisait rougir par ses façons Spuller et le Juif interprète, Reinach.

Tandis que Waldeck-Rousseau garda toujours les allures d'un homme bien élevé. L'aspect d'un homme bien élevé médusait les parlementaires ; ils acceptaient de lui tous les affronts. Il ne les traitait pas avec l'insolence agressive de Clemenceau, qui regarde ses victimes en face et qui les défie par toute son attitude ; il braquait dans le vide ses yeux de poisson gelé, il n'avait pas l'air de voir la valetaille, il ne daignait pas la voir, et la valetaille pliait l'échine ; cette suprême impertinence passait, chez les démagogues, pour la marque du grand seigneur. La marque aussi du grand seigneur, d'avoir gravi le premier degré de la fortune à l'abri d'un jupon qui n'était pas crotté. Après les amours de Gambetta, ce fructueux coup de main éblouit l'état-major du parti.

Dans le tome VII de ses *Mémoires*, Mme Juliette Lamber signale que Waldeck-Rousseau fut entre les mains des Juifs dès le début de sa carrière politique. Sa première élection fut maquignonnée par une Juive. Au Salon d'honneur de l'Exposition de 1900, un portrait signé Gervex (1890) montrait « l'homme d'Etat » debout et déferent devant Joseph Reinach, assis, qui lui donnait ses ordres. Il était l'homme-lige des Dreyfus de Pontchartrain, dont il avait sauvé les guanos, et dans le domaine desquels

il rétablissait les droits seigneuriaux, les immunités féodales, au mépris de toutes les lois. Les Juifs lui donnèrent pour collaborateur Millerand, qui est Kahn par sa mère. Et l'on n'a pas encore souligné que le lieutenant promu par Waldeck-Rousseau pour avoir fusillé, à la Martinique, vingt-trois prolétaires, s'appelait Kahn.

Après ce massacre, il est vrai, comme après celui de Chalon, le citoyen Jaurès flétrit (*Petite République*, 20 avril 1900) les déclamations démagogiques des folliculaires mécontents ; il démontra au prolétariat conscient que les morts de la Ricamarie et de Fourmies étaient de lamentables victimes, tandis que les morts de la Martinique et de Chalon étaient des gêneurs ; que les tueries exécutées par Galliffet sous les ordres de Thiers étaient des crimes, et les tueries exécutées par Galliffet sous Waldeck-Millerand, des « incohérences ». Le prolétariat conscient ne fit aucune difficulté d'en convenir.



« Au milieu de l'année 1899, la France attendait une Révolution. Les uns la redoutaient, les autres l'appelaient de leurs vœux ; à tous, elle paraissait probable, imminente.

« On avait, depuis longtemps, perdu de vue le point de départ et le héros de l'*Affaire*. Un petit nombre d'amis personnels ou de défenseurs salariés de Dreyfus s'intéressaient encore à l'épisode romanesque, au capitaine millionnaire sacrifié par de méchants camarades et par des chefs criminels. La nation ne s'intéressait plus qu'au drame politique, à la lutte gigantesque entre les forces de progrès et les forces de réaction.

« L'affaire Dreyfus promettait d'être ce qu'a-

vait été jadis le procès du Collier : la préface d'une catastrophe. On y avait noté les mêmes symptômes, les mêmes répercussions ; logiquement, on attendait les mêmes suites...

« ... Une grande partie du peuple français s'éveillait à l'espoir. Après un quart de siècle de mensonges, de banqueroutes, de scandales, de hontes, qui avaient souillé sans trêve l'idéal républicain de 1869, on apercevait un coin de ciel bleu. Les grands mots de *justice*, *vérité*, *patrie*, tout le vocabulaire des époques où la France fut généreuse, le terme neuf et vague de *socialisme*, enflammaient les cœurs. Un souffle purificateur passait dans notre atmosphère de moisissure.

« De la bourgeoisie égoïste, jouisseuse, poltronne, du peuple noyé dans l'ignorance et dans l'alcool, surgissaient par milliers des gens de bonne volonté, des hommes, des citoyens.

« C'était un ébranlement profond. L'ordre de choses vacillait. Les repus et les tripoteurs se consultaient avec angoisse. Ils sentaient la Révolution toute proche : le nettoyage, les comptes à rendre, les châtiments, les restitutions, l'avenir de justice.

« A tout prix, il fallait arrêter le mouvement.

« A tout prix, il fallait rejeter la bourgeoisie dans sa lâcheté, le peuple dans sa bourbe, éteindre les enthousiasmes, bafouer les nobles espoirs, décourager pour longtemps les âmes qui renaissaient à la foi.

« Un homme s'en chargea (1). »

(1) *Histoire d'une trahison* (1899-1903), par Urbain Grohier.

Ce volume, qui renferme les documents les plus précis sur les causes, les moyens et les péripéties de l'œuvre de corruption accomplie par Waldeck-Rousseau, fut promptement étouffé à son apparition. La bande Jaurès-Mille-

Ce fut Waldeck-Rousseau.

Corrompu jusqu'aux moelles, tranquillement cynique, professant pour l'espèce humaine un parfait mépris, bien informé sur les situations et sur les caractères, il offrit à chaque « meneur », à chaque « apôtre », à chaque « tribun » son juste prix.

Ainsi fut négociée l'annexion de l'*Aurore* révolutionnaire aux services de la place Beauvau. L'homme qui avait tenu bon jusqu'à l'approche des élections de 1902, fut éliminé brutalement, et n'échappa que par miracle aux pires guet-apens ; le citoyen de Hault de Presseusé se vendit pour un siège législatif, avec une trésorerie générale à son frère ; le citoyen Vaughan, ayant à choisir entre une maison centrale et une grasse sinécure, opta pour le second parti.

Du côté de la *Petite République socialiste*, les pourparlers avaient été engagés déjà entre le citoyen Jaurès et Félix Faure par l'intermédiaire de M. Alphonse Humbert, principal rédacteur de l'*Eclair*. Ils aboutirent sans peine avec Waldeck-Rousseau.

Le citoyen Jaurès et sa bande s'engagèrent à faire crier *vive Galliffet !* par tous les communards et fils de communards. A Carmaux, dans sa lutte contre les ouvriers qui élisaient le citoyen Jaurès, le grand patron Rességuier avait eu pour avocat Waldeck-Rousseau : le citoyen Jaurès promit de faire « avaler » aux travailleurs Waldeck-Rousseau comme Galliffet, d'éteindre l'action révolutionnaire, de vo-

tément étouffé à son apparition. La bande Jaurès-Mille-

ter avec son groupe à la Chambre et de justifier dans sa feuille les fonds secrets, les lois scélérates, les conseils de guerre, les pillages coloniaux, la répression armée des grèves, le budget des cultes, les emprunts russes, la collaboration avec la police du tsar, enfin d'ajourner « à trois mille ans » l'organisation de la Cité future.

En échange, Waldeck-Rousseau attribuait au citoyen Millerand un portefeuille d'affaires, une part dans les « commissions » d'emprunts russes, un traitement royal pour 1900, des participations dans toutes les affaires de transports, de navigation, de câbles, etc. ; au citoyen Jaurès, une forte subvention, des croix et places à monnoyer, un avancement scandaleux pour son frère « galonné », un pot-de-vin de l'*Equitable des Etats-Unis*, et l'impunité entière pour tous vols, escroqueries, chantages, trafics d'influence commis ou à commettre, tant dans son journal que dans son magasin des *Cent mille Paletots*.

Le marché fut loyalement exécuté de part et d'autre.



L'*Equitable des Etats-Unis* est la compagnie d'assurances dont les prodigieuses malversations troublèrent le crédit public dans un pays habitué pourtant aux Panamas. Elle faisait cent mille francs de rente à Waldeck-Rousseau pour tenir en échec, dans le Parlement français, une nouvelle législation défavorable aux *razzias* américaines. Quand je visitai New-York, les Yankees me firent de grossières plaisanteries sur ce thème qui les flattait : le président du Conseil des ministres de la Républi-

que française à la solde de quelques hommes d'affaires américains, pour vingt mille dollars (1).

L'avocat de l'*Equitable* ayant déterminé ses patrons à copieusement arroser le citoyen Jaurès, cet ennemi du capitalisme célébra (6 janvier, 7, 15 et 28 février 1900) dans des boniments effrontés « la grande Compagnie qui comptait dans son Conseil d'administration modèle les plus éminentes personnalités de la Finance, de la Magistrature et de l'Armée, et dont les administrateurs possédaient une fortune privée de dix milliards de francs ».

Le directeur de l'*Equitable*, qui eut depuis des malheurs retentissants devant les tribunaux de son pays, fut fait chevalier de la Légion d'honneur quand il versa le premier pot-de-vin au citoyen Jaurès, et promu officier de la Légion d'honneur quand il consolida le pot-de-vin de Waldeck-Rousseau.

La croix de la Légion d'honneur fut aussi donnée par Waldeck-Rousseau au commandant Chapus, le fusilleur de Fourmies, que Constans n'avait pas osé récompenser. A aucune époque la troupe n'intervint contre les ouvriers en grève aussi fréquemment que sous le ministère Waldeck-Millerand, soit pour mater les grévistes par la violence, soit pour les remplacer dans les usines ; à aucune époque

(1) Un autre sujet de plaisanterie, dans le même pays, était la conduite de M. Stephen Pichon pendant le siège des légations à Pékin. On sait que M. Pichon déserta la légation française pour se cacher dans les caves de la légation britannique. Mais il fut le premier, quand arriva l'armée de secours, au pillage des palais impériaux ; il ramassa une collection inestimable de bronzes, de porcelaines et de martres zibelines. Cette lâcheté d'un Français réjouissait les Allemands d'Amérique encore plus que la vénalité de Waldeck-Rousseau.

les prolétaires conscients n'encaissèrent avec plus de complaisance les coups de baïonnette et les coups de botte.

C'est Waldeck-Rousseau qui favorisa, qui provoqua le grand mouvement d'émigration des ghettos allemands, russes, polonais, roumains, vers la terre promise de France. Il voyait dans ces recrues les plus solides légions du *Régime abject*, et il ne se trompait pas. Nous avons insisté là-dessus dans une récente brochure : *Comment nous débarrasser des Juifs ?* Du ghetto de Saint-Gervais (Paris iv^e), est déjà sortie la conjonctivite granuleuse, et sortira demain le choléra.

C'est encore Waldeck-Rousseau qui installa définitivement au Palais le scandaleux commerce des avocats-ministres. Il servit d'exemple à tous les Millerand, Poincaré, Cruppi, Viviani, qui raflent les dossiers sur le marché de la chicane en promettant aux clients d'intimider ou de corrompre les juges, par la menace d'une disgrâce ou l'espoir d'un avancement ; de telle sorte que leurs honoraires énormes ne rétribuent ni la science juridique, ni le travail, ni le talent de l'avocat, mais une manœuvre de chantage. Et l'effet est si sûr que les avocats politiques ne prennent même pas la peine de plaider leurs causes : il leur suffit d'envoyer un petit secrétaire, qui communique au tribunal le nom et le désir du patron.

L'honneur de l'Ordre, si chatouilleux en certains cas, s'accommode apparemment de ces mœurs, comme il s'est accommodé — après l'avènement au pouvoir — des « mœurs » d'Aristide Briand, comme il s'accommodait des divers négoce de Waldeck-Rousseau, marchand d'eau dentifrice (Botot).

Appointé à cent mille francs par l'*Equitable*

et par les Dreyfus-Guano, Waldeck-Rousseau l'était également par Dufayel. Il avait plaidé pour Eiffel la thèse victorieuse de la « prescription ». Il avait plaidé pour Max Lebaudy. Intimement lié avec le P. du Lac, des Jésuites, et le P. Maumus, des Dominicains, il fut l'avocat du pape dans une célèbre affaire de captation. Et lui-même et sa femme et les sœurs ne reçurent jamais d'autres soins, dans leurs maladies, que les soins des religieuses persécutés par le « grand homme d'Etat ». Sa belle âme se révélait à toute occasion.

Quand Demagny, son affidé, mourut, on trouva dans le coffre de cet honnête homme quinze cent mille francs dont la famille ne put expliquer l'existence. C'était le prélèvement d'un subalterne sur la caisse noire du Bloc (fonds secrets et fonds Mascuraud). Quelle était alors la part de butin du grand chef ?

Quand la flotte de la République française fut louée aux héritiers de Tubini et de Lorando, pour recouvrer sur la Turquie la créance de ces usuriers, un sieur Courmes réclama en justice, à Paris, 660.000 francs de courtage pour avoir décidé à cette intervention Waldeck-Rousseau ; le fameux Henry Fouquier touchait une autre commission. Si le simple intermédiaire avait stipulé 660.000 fr., combien avait stipulé le ministre ?

La réponse à ces deux questions ne peut varier que sur le chiffre.

Un dernier point reste obscur : la tentative d'assassinat de Labori à Rennes.

Vaincu devant le jury parisien au premier procès Zola, M^e Labori voulait une revanche éclatante à Rennes ; depuis le suicide du colonel Henry, il en attendait l'occasion ; il était prêt pour une bataille formidable ; on n'ar-

rivait pas à le museler. Or, Waldeck-Rousseau ne voulait pas de bataille formidable ; il voulait la plate plaidoirie de M^e Demange, une comédie, des excuses réciproques, l'acquittement de Dreyfus ou la condamnation suivie d'une grâce entière, l'étouffement, le silence. Tout était négocié, convenu, signé, avec les chefs des deux camps. L'obstination belliqueuse de Labori compromettait tout, menaçait de rallumer les passions. Et Labori tomba frappé d'une balle. Il survécut, mais ne prit pas la parole. Aux élections de 1902, Waldeck-Rousseau combattit par tous moyens et fit échouer sa candidature en Seine-et-Marne.

L'assassin ne fut jamais « découvert », pas plus que l'assassin du préfet Barrême, pas plus que l'assassin de l'impasse Ronsin. Lorsqu'un assassinat est « fait du Prince », on ne trouve jamais l'assassin. N'importe quel préfet de police en témoignera.

Le monument de Waldeck-Rousseau et le monument de Gambetta sont à leur place, au cœur de la capitale avilie ; quand on aura substitué au monument de l'honnête Ferry le monument de Zola, le triangle sera parfait. Les trois formes de corruption mortelle, les trois causes de décomposition nationale seront représentées par ces : de la République.

UN GOY.



Le Spectre de Chauchard



C'est au mois de juin 1909 que fut enterré Chauchard. C'est donc au mois de juin 1910 que devait être célébré son bout de l'an. Pourquoi n'en a-t-il été question nulle part ? Est-ce oublié ? Est-ce ingratitude ?

Au risque de troubler sa digestion, nous nous permettons de poser la question à M. Leygues.



Les Tablettes de Pangloss



La vertu règne enfin rue de Grenelle.

C'est au ministère de l'Instruction publique que je veux dire, et c'est Mme Maurice Faure qui l'a conduite là

Dans ces austères couloirs, où passaient jadis tant de formes gracieuses, venues pour chercher des palmes, des loges ou des rôles subventionnés, on n'aperçoit plus aujourd'hui que des fonctionnaires guindés et la robe sévère de Madame la ministresse.

Installée à un bureau qu'elle a fait dresser dans le propre cabinet du grand maître de l'Université, elle veille jalousement sur les mœurs de l'Instruction publique en France. Même les moindres hochets de la galanterie l'offusquent : c'est ainsi qu'elle a fait retirer du cabinet du jeune Gabriel Faure, neveu et secrétaire du ministre, la Psyché qui le déshonorait.

M. Friedel, chef de cabinet, ne se montre pas moins austère que la patronne.

Comme il signait, l'autre jour, des diplômes de palmes, M. Garreau, chef du bureau du cabinet, qui lui tendait les feuilles, laissa échapper :

— Voilà une nomination qui fera plaisir à Mlle X...

M. Friedel déclara simplement :

— Je ne nomme pas les candidats recommandés par des femmes.

Et il déchira le diplôme, car cet homme est digne de la Grèce.



L'Humanité du 3 février publie ce simple filet :

La *Démocratie*, à propos du discours de Lauche sur

les loteries et sociétés de capitalisation douteuses, se demande comment il se fait que les souscripteurs de ces sociétés soient des ouvriers, des employés, des paysans, précisément ceux que le socialisme prétend représenter ; et ironiquement elle pose la question :

« Le Parti socialiste ne pourrait-il pas avoir des banques, des sociétés d'épargne ?... »

Sauf son désir de dénigrement, la *Démocratie* a raison. Les socialistes, les ouvriers n'ont pas encore tout cela, à eux, bien à eux. Mais patience. Il y a le *Magasin de Gros* qui grandit, avec son service de comptes courants, où les socialistes peuvent dès maintenant faire leurs dépôts de fonds, il y a toutes nos coopératives, dont le mouvement devient de plus en plus solide. Et le temps n'est sans doute pas très loin où la *Démocratie* ne pourra pas railler notre faiblesse, ses bons conseils auront été suivis.

La *Démocratie* a tout à fait tort, en effet, de dénigrer de pareilles tentatives. Tout le monde sait que M. Jaurès s'entend mieux que personne à ces grandes entreprises commerciales. Comment douter de la réussite du *Magasin de Gros* de l'*Humanité*, quand on a connu l'éclatant succès des cent mille paletots de la *Petite République* ?

Seulement, cette fois, M. Jaurès s'agrandit. Il ajoute un rayon de banque à ses rayons de confection.

« Les socialistes peuvent, dès maintenant, y faire leurs dépôts de fonds », dit le prospectus déjà cité. Heureux socialistes !

Le parti de M. Jaurès ne se contente plus de vendre des chapeaux, des complets et des godillots, le voilà qui vend des carnets de chèques. Décidément, la société future est en marche !

Il n'y a que l'*Humanité* elle-même qui, paraît-il, se vend un peu moins bien depuis quelque temps. Mais ce sont là risques professionnels. On ne peut pas réussir également bien avec tous les articles !



MM. Barthe, Razimbaud et Reboul ont affirmé, à

la tribune de la Chambre, que le préfet de l'Hérault aurait dressé contre ses administrés trente mille fiches — pas une de moins — dans le but de n'accorder des secours qu'aux seuls sinistrés de son département, qui témoignent pour la politique de M. Lafferre une admiration suffisante.

Sur quoi, M. Briand, courageusement, a envoyé dans l'Hérault un inspecteur des services administratifs, afin d'enquêter sur les procédés électoraux de son ministre du Travail.

Bien que cet inspecteur n'ait pas encore quitté Paris, nous avons pu nous procurer les conclusions du rapport que, d'ici quelques semaines, il va remettre entre les mains de son ministre.

De ce rapport, il résulte avec la dernière évidence, que non seulement MM. Lafferre et son préfet sont aussi innocents que l'enfant qui vient de naître, mais encore que les mœurs électorales du département de l'Hérault sont pures au delà de tout ce que l'on peut rêver, fût-ce en Corse et dans l'Inde française, et qu'enfin la seule idée de faire établir une fiche suffit pour donner à l'ancien grand maître de la maçonnerie des crises d'épilepsie.

Il n'y a qu'un renseignement que nous n'avons encore pu nous procurer : c'est le montant des frais de cette inspection si évidemment utile.



M. Clément Vautel s'occupe, dans le *Matin*, de la question des Naundorff. Il publie, à ce propos, cette lettre d'un lecteur :

Eh bien, monsieur, je peux vous affirmer, moi qui la connais personnellement, que cette famille n'a rien de commun avec les anciens rois de France. Il suffit d'ailleurs de fréquenter les Naundorff pour en être convaincu.

Des preuves ? En voici... D'abord, le « roi », comme l'appellent ses aveugles partisans, ne trompe pas sa

femme : il n'a pas de maîtresses ! Est-ce possible chez un descendant de Louis XV ? Naundorff est un brave petit bourgeois qui n'a aucun vice. Voyons, peut-il vraisemblablement se faire passer pour un rejeton de Henri III, roi des mignons ?

Je suis tout à fait de l'avis de M. Vautel et de son correspondant. On ne me fera jamais croire que les Naundorff sont les « rejetons d'Henri III ». Cela pour bien des raisons, dont la première est qu'Henri III passe généralement pour être mort sans enfants.

Cette circonstance a même eu, historiquement, des conséquences assez graves. Elle a entraîné notamment l'avènement des Bourbons. Et la chose ne fut pas sans faire quelque bruit à l'époque.

Mais, n'est-ce pas ? on ne peut pas tout savoir.

Cornélius Herz, Reinach

ET

les Lits militaires



Le Conseil d'Etat vient de condamner l'Etat à payer 33 millions à la Société des Lits militaires, par interprétation d'un contrat qui coûtait déjà 55 millions aux contribuables français.

Il est nécessaire de rappeler que cette affaire avait eu pour « courtiers » le juif Reinach et le juif Cornelius Herz, qui touchèrent un pot-de-vin de trois millions.

L'Oeuvre a déjà publié ce document suggestif :

Spezzia (Italie), le 28 août 1887.

Mon cher Reinach,

L'attitude que vous prenez en présence de ma situation est infiniment regrettable pour moi et pour vous. Si vous aviez agi loyalement envers moi, je n'aurais pas à compter avec les difficultés actuelles. Si, à l'époque où vous deviez remettre, pour moi, à Léon Chabert, quinze cent mille francs, vous lui aviez remis cette somme entière, j'étais tiré d'embarras d'une façon complète ; qu'avez-vous fait ? Vous m'avez indûment retenu cinq cent mille francs malgré mes protestations.

Je vous ai demandé déjà souvent la restitution de cette somme. Aujourd'hui, ne pouvant plus attendre, je l'exige immédiatement.

Si vous refusez, je suis décidé à agir vis-à-vis de vous avec la dernière énergie. Il me sera facile de prouver par vos propres écrits que, sur la part qui vous revenait dans le marché des Lits militaires, la Société des Lits militaires vous avait chargé de me payer une commission de quinze cent mille francs. Vous n'oserez plus me refuser la restitution des cinq cent mille francs si injustement enlevés. Votre refus serait ma ruine, mais ma ruine serait la vôtre, soyez-en absolument convaincu...

Mon ami Guillot me télégraphiera la décision que vous avez prise.

Rappelez-vous notre Testament :

Oeil pour oeil, dent pour dent.

A vous,

CORNÉLIUS HERZ.

Les bandits juifs n'ont de querelles entre eux que pour le partage de nos dépouilles.

La révélation de ces hontes n'a pas empêché Rouvier, qui était le *factotum* de Reinach, ni Clemenceau, qui était le valet de Cornélius Herz, de gouverner la France.

Et maintenant, la France va payer sans souffler mot les 33 millions qu'on lui réclame, sans demander de comptes à personne.

Quel peuple ! quel pauvre vieux peuple !

Comme Clemenceau le disait de Brisson, dans l'*Aurore* : « Est-il plus lâche que bête ou plus bête que lâche ? »



LES JUIFS AU THÉÂTRE



Un "Chef-d'œuvre" ?



J'ai failli, cette semaine, avoir une très grande joie. Lorsque j'ai lu dans l'*Intransigeant* le très bel article de Séverine sur le *Vieil Homme*, j'ai pu croire un instant que, pour une fois, elle allait être de mon avis. Et si, après avoir dit ici même son entière admiration pour la pièce de M. Porto-Riche, notre éminente collaboratrice jugeait à propos de faire des réserves sur sa valeur morale, elle me faisait l'honneur de laisser entendre que mes articles avaient pu modifier quelque peu son opinion première, ce qui ajoutait à mon contentement un légitime orgueil.

Pourquoi donc ma joie n'a-t-elle pas été complète ?

Parce que Séverine, hélas ! ajoutait :

Tout cela est terriblement déconcertant, et je comprends fort bien que les uns s'en étonnent, que les autres s'en irritent. Mais reconnaître l'évidence n'est pas raison pour nier la vérité. Et la vérité est que le *Vieil Homme* est quand même un chef-d'œuvre.

Quand même ? Oui, Séverine l'affirmait de rechef avec un redoublement de conviction. Et ne vous étonnez point qu'elle puisse opposer ainsi l'« évidence » à la « vérité ». Il est « évident », nous accorde Séverine, que le *Vieil Homme* est une pièce fâcheuse et même déplorable dans un certain sens ; mais il n'en est pas moins vrai qu'elle est excellente dans un autre, et même dans tous les autres.

Sans doute, en m'y appliquant un peu, je discerne assez bien comment Séverine peut concilier ces deux jugements en apparence contradictoires. Ce serait assurément trahir sa pensée que de la traduire ainsi :

— Je reconnais « en toute sincérité » que les caractères des personnages sont faux, invraisemblables, que les mœurs dont on nous offre la peinture sont « surprenantes », « déconcertantes », « irritantes » et, tout compte fait, dégoûtantes. Je reconnais que la pièce, si on l'examine de près, scène par scène, a d'innombrables défauts ; n'empêche que l'ensemble est sublime et que jamais auteur dramatique « n'atteignit aussi visiblement aux cimes de l'angoisse, aux sommets de la passion ». Ainsi le commerçant fameux, qui perdait sur la vente au détail, se rattrapait sur la quantité...



Non, ce n'est certainement pas ainsi qu'il faut entendre l'article de Séverine. Mais de quelque façon qu'elle accorde ses impressions, ses sentiments et ses idées, — ce sera toujours avec autant d'esprit que de talent, — il n'en reste pas moins ceci, qui me gêne : si la pièce est bien telle que je l'ai lue, si Séverine y découvre à son tour les tares que j'essayais l'autre jour de vous montrer, je ne saurais concevoir, je l'avoue, que le *Vieil Homme* puisse être « quand même » un chef d'œuvre. Et ce n'est pas, je vous jure, par un entêtement naïf et forcené d'antisémitisme. Nous n'aurions plus le droit de reprocher aux critiques juifs leur parti pris d'admiration si nous n'avions à leur opposer qu'un parti-pris égal et aussi ridicule de dénigrement.

Mais, à mon sens, — et voilà bien ce qui me trouble et m'inquiète, — une pièce pareille ne peut avoir sur l'esprit des spectateurs qu'une influence mauvaise, dissolvante, corruptrice ; et si c'est un chef-d'œuvre authentique, l'influence n'en sera que plus pernicieuse... Sans donner dans les naïvetés du spiritualisme cousinien, sans m'imaginer surtout que l'auteur dramatique ait une mission moralisatrice à remplir, j'ai besoin de croire et je crois très fermement que le spectacle du beau, sous quelque forme qu'il nous apparaisse, est toujours bienfaisant ; la beauté véritable se reconnaît justement à ce signe qu'elle nous procure la sensation noble d'avoir ajouté quelque chose à notre esprit, de nous avoir « augmentés » moralement... Or, le *Viel Homme* me donne exactement l'impression contraire. Il y a

là-dedans trop d'ordures, et la matière de l'œuvre d'art, quel que soit l'art, ne peut pas être indifférente. Je n'ai jamais ouï dire qu'un grand sculpteur, eût-il le génie d'un Phidias, ait réussi à faire un chef-d'œuvre en modelant du caca...

Voilà pourquoi, si j'eus le bonheur de vous convaincre qu'un ouvrage semblable est moralement mauvais, (et vous me ferez la grâce de prendre ce « moralement » dans le sens le moins étroit), j'ose aujourd'hui me demander avec vous, en négligeant toute considération étrangère, éthique ou ethnique, si ce n'est pas aussi de la très médiocre littérature.



Et d'abord, à ne l'examiner qu'au point de vue théâtral, il n'y a pas besoin d'être un critique professionnel pour voir que la pièce est mal construite, mal équilibrée, difforme. S'il est vrai que « l'action » soit le tout de l'art dramatique plus encore que de l'éloquence, le premier, sinon le plus grave défaut du *Vieil Homme* est que l'action en est lente, lourde et pénible, comme la démarche d'un vieillard. Au quatrième acte, c'est à peine si l'exposition est achevée. Je n'insiste pas là-dessus, car cela saute aux yeux.

Reste la forme, que la critique juive n'a pas célébrée avec moins de ferveur que le reste, et, à cet égard Séverine est aussi prodigue d'éloges : « Magnifique envolée du style... Le grand écrivain affirme sa maîtrise, son incom-

parable éloquence, son magnifique pouvoir de ravir, etc. »

Je suis décidément réfractaire à la magie de ce verbe enchanteur. Au risque de passer pour le plus grossier des Philistins ou le plus envieux des Amalécites, je confesse que le style du *Vieil Homme* ne me « ravit » point. Et si je n'avais pas été professeur, si je n'étais pas journaliste, je me permettrais peut-être de relever, de ci, de là, au cours de ces cinq actes, ce que mon vieux maître de rhétorique appelait des « négligences » ou des « taches ». J'irais même jusqu'à insinuer que les meilleurs écrivains juifs semblent encore, de temps à autre, parler notre langue comme une langue étrangère. Mais on a beau ne pas rougir d'être professeur (et je le suis toujours, tant que le conseiller Blum n'aura pas confirmé ma révocation), ce n'est pas une raison suffisante pour ne voir dans les écrits de ses contemporains que des devoirs à corriger. Et j'y dois apporter d'autant plus de réserve que les malheurs de la république et l'inclémence de son président m'ont réduit à gagner ma vie et celle des miens en écrivant dans les feuilles. Or, c'est un principe quasiment professionnel qu'il est permis à un journaliste, toujours talonné par les typographes, de ne pas écrire avec une parfaite pureté ; mais il est évident qu'il ne saurait user de ce droit — dont quelques-uns peut-être abusent — s'il ne témoignait pas à tous les artisans de lettres, fussent-ils israélites, cette indulgence confraternelle dont il a lui-même si souvent besoin...



Au surplus, cette question de « forme » peut et doit se poser d'une façon beaucoup plus ample, plus haute et plus française.

Si les thuriféraires et les timbaliers d'Israël prenaient davantage la peine de justifier l'enthousiasme que leur inspire l'œuvre de M. Porto-Riche, s'ils s'appliquaient à mesurer précisément la juste part qui lui revient dans le progrès du théâtre moderne, ils nous montreraient, semble-t-il, que son principal titre d'honneur est d'avoir transformé et renouvelé notre style dramatique. Certes, il n'a pas fait cela tout seul ; mais c'est bien dans Porto-Riche, et particulièrement dans *Amoureuse* qu'il faut chercher les meilleurs exemples, sinon le modèle de ce style nouveau, plus familier, plus prompt, plus vivant...

Plus de tirades, plus de couplets, plus de monologues. Les personnages s'entretiennent sur la scène à peu près comme « à la ville », ou du moins nous le pouvons croire ; ils n'échangent que des phrases brèves et sans prétention apparente. On cause ainsi déjà dans la *Parissienne* ; mais Becque lui-même n'a pas renoncé encore au monologue. C'est avec *Amoureuse* que va triompher définitivement le dialogue rompu, vif et preste, — le « dialogue-raquette ».

L'échantillon que voici nous montrera en même temps, sous une autre forme, la préoccupation réaliste, qui inspire presque toujours heureusement cet art dramatique. Il entre dans le dessein de M. Porto-Riche, nous présentant l'« amoureuse » Germaine, de nous indiquer ses lectures préférées, pour nous mieux peindre son caractère. Un autre auteur se serait peut-

être contenté de faire dire au mari : « Elle se plaît à lire des romans ; ses auteurs favoris sont Maupassant et Bourget... » Ainsi noté, le détail était négligeable ; la phrase eût glissé sur l'esprit du spectateur. Porto-Riche ne l'entend pas ainsi ; pour accentuer ce trait, il va forcer et retenir notre attention. Dans le salon où s'entre-tiennent Germaine, son mari Etienne et l'ami Pascal, la femme de chambre entre soudain, tenant un paquet. « Quoi encore ? » demande Pascal. Nous avons mentalement posé la même question ; en apercevant le paquet, nous voulons tous, avec la même curiosité enfantine, savoir ce qu'il y a dedans. L'auteur va nous l'apprendre, et, en faisant l'inventaire du paquet, il va nous indiquer du même coup ce qu'il y a dans la tête de son héroïne. Suivez le dialogue :

PASCAL, à la femme de chambre. — Quoi, encore ?
MADELEINE. — Des livres pour madame.

GERMAINE, ouvrant le paquet. — *Un Cœur de femme...*

ETIENNE. — *Notre Cœur.*

PASCAL. — *Leur Cœur.*

GERMAINE. — *Trois Cœurs.*

ETIENNE. — Bourget, Maupassant...

GERMAINE. — Lavedan, Rod.

PASCAL. — Des histoires d'amour.

ETIENNE. — De l'adultère.

GERMAINE. — Des chagrins de femme.

ETIENNE. — Voilà ses lectures.

Ça y est. Si nous n'avons pas compris, c'est que vraiment nous sommes bouchés.



Vous voyez ce qu'il y a de neuf dans ce dialogue. Mais, en même temps que le progrès,

vous apercevez aussi quels défauts en seront la rançon. La tirade ou le couplet débités et détaillés complaisamment par l'acteur, au beau milieu de la rampe, bien face au public, dans l'attitude classique du ténor qui chante son grand air, évidemment, ce n'était pas très naturel. Mais ces personnages qui se coupent sans cesse la parole, qui ont l'air de s'enlever les mots de la bouche, ce n'est pas naturel non plus. Ici, déjà, l'excès est sensible. Le procédé tourne au tic. Dans « la vie », nous avons droit à des répliques de plus d'une ligne. Il y a des gens qui racontent longuement de longues histoires. Le brillant causeur, l'inventeur, le théoricien, le sociologue, le spécialiste de l'anecdote ou du paradoxe, le général en retraite qui narre ses campagnes, le chasseur qui célèbre ses prouesses, le politicien qui répète son discours, le professeur qui fait des citations, le vieux magistrat qui abonde en « aperçus ingénieux », tous ces bavards, plaisants ou insupportables, vous les avez rencontrés dans le monde ; aucun ne s'accommoderait de la formule Porto-Riche.

Elle a cet autre inconvénient qu'elle appelle le « remplissage ». Le quart des répliques sont inutiles, sinon quelconques : elles ne sont là que pour briser le dialogue, le découper en petits morceaux minuscules. Ce sont de véritables *chevilles*.

Et le défaut va devenir énorme, ridicule, dès que M. Porto-Riche aura l'imprudence de laisser entrer dans une de ses pièces quelqu'un des raseurs, que tout à l'heure j'essayais vainement de dénombrer. Justement j'oubliais l'espèce la plus dangereuse, je veux dire le conférencier.

Ah ! c'est avec lui que le dialogue-raquette n'est plus possible ! Voyez ce qu'il devient dans cette scène du *Vieil Homme* où la pédante et pleurarde Thérèse commence sa seconde conférence (c'est peut-être bien la troisième) sur la jalousie :

THÉRÈSE. — En revanche, ne venez pas ériger en principe que la jalousie obscurcit le jugement. Elle augmente notre lucidité, au contraire.

CHAVASSIEUX. — *On apprend à tout âge.*

THÉRÈSE. — Croyez-moi, les trois quarts du temps, ceux qui sont en proie à cette pénible obsession ne se tourmentent pas sans motif.

CHAVASSIEUX. — *Il y a motif et motif.*

CATHERINE. — *Il y a grief et grief.*

THÉRÈSE. — On ne se méprend pas, on ne se trompe jamais sur la signification d'une parole ou d'un acte qui attente à notre bonheur. La jalousie est comme un instrument de précision qui détermine, enregistre et mesure tous les faits d'ordre sentimental.

CHAVASSIEUX. — *Mon Dieu, ma fille, que tu es savante !*

THÉRÈSE. — Et même, on n'a pas besoin de la connaissance de ces faits pour être convaincue, etc.

Je n'ai pas assez de place pour citer toute la scène. Mais en voilà suffisamment pour montrer ce que valent et ce que signifient les répliques ou plutôt les interruptions de Chavassieux, de Catherine ou d'Augustin ; elles ne sont là que pour déguiser la tirade, pour « garnir », pour nous donner l'illusion de la conversation. Mais nous ne l'avons pas, nous ne pouvons pas l'avoir ainsi : et dans un sens contraire, voici que ce dialogue nouveau style nous semble aussi faux, aussi truqué que l'ancien : nous n'avons fait que changer d'artifice...

Conséquence : par l'emploi de ce dialogue morcelé, émietté, l'auteur a voulu faire court, léger, rapide : c'est exactement le résultat contraire qu'il obtient. La conférence toute seule, si intéressante qu'elle fût, serait déjà longue ; coupée de la sorte par des commentaires oiseux, elle va devenir interminable... Cette façon d'abréger allonge terriblement.



Autre remarque : ce dialogue haché menu semble supposer et même exiger un style simple, uni, fluide, comme celui de la conversation courante ; il doit, en effet, « courir » ou couler (choisissez entre les deux métaphores), et, pour qu'il soit coulant ou courant, il est nécessaire que rien ne nous y étonne, que rien n'y détonne. N'est-ce pas une impression de naturel que l'on prétend nous donner ? Nous cesserions immédiatement de l'éprouver, si l'un des personnages s'avisait soudain de parler comme un livre, et surtout comme un livre mal écrit, dans une langue tarabiscotée ou grandiloquente, précieuse ou prudhommesque.

Or, c'est précisément ce qui arrive à chaque instant dans le *Vieil Homme*. Passe encore que les personnages échangent à plaisir tantôt des centons, des truismes ou des « pensées » d'album (« on n'aime pas pour le bonheur que ça donne, » — « le désir tenace du bonheur force la destinée », — « tôt ou tard on atteint son but, » (1) — « l'étude et la connaissance des choses sont parfois salutaires, surtout à certain

(1) Pour peu qu'on y mette, bien entendu, un peu de persévérance.

nes heures de la vie », etc.) tantôt des observations psychologiques qu'on dirait empruntées à un manuel ou même à une dissertation de baccalauréat (*« la sensibilité ne représente, les trois quarts du temps, que la faculté de souffrir davantage »*, — *« la jalousie augmente la lucidité, »* — *« en somme, les opinions générales ne servent qu'à exprimer un sentiment particulier, »* — *« il ne faut pas confondre les sentiments avec les idées »*, etc. (1). Mais cela n'est rien ; il faut entendre de quel ton les personnages de M. Porto-Riche expriment ces sentiments et ces idées, qu'il importe de ne pas confondre. Jugez-en par ces quelques exemples, vraiment pris au hasard et presque tous dans le même acte :

THÉRÈSE. — Ces fleurs, à cette place insolite, confirment leur entente.

CHAVASSIEUX. — Tu fondes ta certitude sur une observation enfantine.

THÉRÈSE. — Si insignifiante qu'elle te paraisse, elle corrobore et justifie mes défiances.

CHAVASSIEUX. — Il n'aime pas cette femme, il ne peut pas l'aimer, et cette conviction devait engendrer ton mépris...

Quelle puissance de dissimulation peut engendrer le dévouement !...

... Comme toujours je serai la victime de votre effervescence. La légèreté de ton mari et ta constance incurable paralysent la prospérité d'une maison.

AUGUSTIN. — Je sens que tu me leures.

Veux-tu que je t'escorte, maman ?

... Puisque la vérité était si simple, pourquoi ne pas l'avoir articulée tout de suite ?

THÉRÈSE. — Reprends ta crédulité.

(1) Voir aussi les exemples déjà cités dans les articles précédents.

Comme elle esquivait tes conseils avec la connivence de ton entourage...

MICHEL. — Tu as beau étayer des craintes de considérations générales...

THÉRÈSE. — Est-ce que de telles appréhensions ne doivent pas suspendre un instant ton égoïsme ?

MICHEL. — Je ne dénie pas les égards qui lui sont dus.

THÉRÈSE. — Ne prends donc pas de colère artificielle.

Mme ALLAIN. — Je préférerais décliner toute espèce de démarche plutôt que d'agir à l'encontre de vos idées... Au surplus, M. Fontanet n'est pas démuné de qualités. Quant à son irritation, je commencerai par la laisser s'exhaler.

Le travail engendre l'équilibre.

MICHEL. — Pour mon compte, je te le réitère... Ce meuble t'apprendra l'importance de nos liens.

CHAVASSIEUX. — On n'a pas le droit d'échafauder un désastre sur de simples préventions.

MICHEL. — Comme l'agrément de chacun est difficile à concilier !.. Qui sait si je ne dois pas assumer une part de ton chagrin ? Ma certitude est moins basée sur mes souvenirs que sur la mauvaise opinion que j'ai de vous...

THÉRÈSE. — Mains détails dont je me souviens à présent reconstituent son apparence.

AUGUSTIN. — Je crains les rechutes de ma sensibilité.

MICHEL. — Ta présence engourdirait les perplexités d'une autre femme, etc.

Est-ce là le ton de la conversation ? Avez-vous l'habitude de parler ainsi ? Si vous songez que la mère est, en somme, une femme de moyenne bourgeoisie, que le fils a quinze ans, que le père n'a rien d'un intellectuel très raffiné, que le grand-père est un crapuleux vieillard, vous serez encore plus étonnés des phrases pédantes et pompeuses qu'on leur prête. Elles ne s'accordent pas plus avec leurs caractères qu'elles ne

sont conformes à nos communs usages. Et vous n'auriez pas besoin de me pousser beaucoup pour me faire dire que cette langue-là n'a pas le son clair, pur et franc du français de France...



Reprenez ces citations et cherchez, s'il vous plaît, comment on pourrait dire plus simplement les mêmes choses ; je n'ai même pas souligné les mots qui m'ont particulièrement choqué. Si vous n'en sentez pas comme moi la disconvenance, c'est moi qui me trompe ; mais si vous la sentez à première lecture, sans qu'il soit besoin d'insister, est-il épreuve plus décisive ?

Le lyrisme du *Vieil Homme* vous fera probablement le même effet. Un seul spécimen nous permettra d'en apprécier la qualité poétique : c'est l'adieu du petit Fontanet à Mme Allain. Voici le « *moriturus te salutat* » que l'enfant précoce « envoie » à la « succulente Brigitte » :

... En moins de cinq minutes, j'aurai franchi les herbages. J'entrerai sous les châtaigniers. Et de là-haut, sur la colline la plus fleurie, comme à vos pieds, dans une sorte de rendez-vous suprême, je vous crierai mon désespoir et ma gratitude une seconde fois. Et, si lointaine, si absorbée que vous soyez, il n'est pas possible que le vent, les parfums et ma volonté, ne vous apportent pas quelque lambeau de mes effusions dérisoires... Adieu, ma chère aventure ! Adieu, les battements de mon cœur ! Adieu, mon désir éternel ! Adieu, mes larmes préférées !

Si cela n'est pas du galimatias et du pathos, j'attends avec impatience que M. Blum nous

en propose une nouvelle définition. Et en attendant, je vous prie de remarquer l'étrange contraste de cette « envolée » avec des phrases comme : « *Il n'y a plus de vrais cochons, je suis le dernier...* »

M. Blum nous dira peut-être, il est vrai, que ce contraste est prémédité, et que, si les personnages du *Vieil Homme*, après être descendus si bas dans la trivialité, deviennent tout à coup si poétiques, c'est tout bonnement que M. Portoriche est un auteur dramatique dans le genre de Shakespeare. Et à cela, il n'y a évidemment rien à répondre, ou presque rien...



Quoi qu'il en soit, lorsqu'un Léon Blum, en proie au délire sacré, vaticine éperdument : « Incomparable ! Sublime ! Collection de chefs d'œuvre ! Perfection de l'art ! » nous avons bien le droit de trouver burlesque cette admiration épileptique. En essayant de vous dire pourquoi nous en rions, suis-je tombé, moi aussi, dans les « bassesses sauvages de l'antisémitisme », comme parle Jaurès ? En vérité, je crois ne vous avoir dit que des choses raisonnables, et je crois aussi les avoir dites posément. Je n'excite personne à « entrer dans le chou » de M. Portoriche ; j'invite seulement les gens de bonne foi à entrer dans nos raisons. Et pour peu qu'ils nous entendent, ils reconnaîtront aisément, j'imagine, qu'il n'y a pas du tout besoin d'être antisémite pour juger comme nous le *Vieil Homme*.

Ce n'est pas mauvais parce que c'est juif ; c'est mauvais, parce que c'est mauvais.

GUSTAVE TÉRY.

Dans le Bail



Les *Variétés* n'ont pas encore cessé de jouer les *Midinettes* de M. Artus, four notoire, que déjà elles préparent un four nouveau, qui sera, cette fois, de M. Albin Valabrègue.

M. Samuel est, comme son nom l'indique, un directeur trop avisé, pour que l'on ne s'étonne pas de lui voir jouer avec cette obstination des pièces qui ne sont pas seulement mauvaises, mais qui sont de plus vouées aux pires insuccès.

Encore concevrait-on à la rigueur que M. Samuel montât une pièce de M. Valabrègue. Car, à l'instar de M. de Porto-Riche, de M. Bernstein, et même de quelques autres, M. Valabrègue est israélite. Seulement, au contraire de M. de Porto-Riche, qui a eu un très grand talent, et de M. Bernstein, qui en a encore un, M. Valabrègue n'en a pas eu, n'en a pas, et l'*Œuvre*, qui annonce les moindres scandales six mois à l'avance, est, dès aujourd'hui, en mesure d'affirmer que, selon toute vraisemblance, il n'en aura jamais. Mais à défaut d'une valeur quelconque, M. Valabrègue, nous le répétons, est israélite et cela est, en somme, une raison très suffisante pour justifier son intrusion sur une grande scène de nos boulevards. D'ailleurs, une pièce juive de plus ou de moins dans une saison parisienne, c'est vraiment si peu de chose,

qu'on oublierait facilement de s'en étonner. Mais pourquoi, diable, nous a-t-on joué aussi la pièce de M. Artus ?

Une première explication s'offre naturellement à l'esprit :

— Ah ! vous voulez une pièce de « goy », se serait écrié M. Samuel, exaspéré par les attaques de quelques antisémites, eh bien ! on va vous donner les *Midinettes*. On verra bien si vous n'êtes pas guéris à tout jamais.

Mais nous devons à la vérité de reconnaître que cette explication si plausible n'est pas encore la bonne.

Non, ce n'est pas parce que M. Valabrègue est juif, ce n'est même pas parce que M. Artus prétend ne l'être point, que l'on jouera, tour à tour, leurs productions sur la scène des Variétés.

C'est simplement « parce qu'ils sont dans le bail ».



Vous ne saisissez pas ? C'est simple pourtant. MM. Artus et Valabrègue savent mieux que personne ce qu'ils valent ; ils ont une conscience exacte de la place que leurs mérites leur vaudraient au théâtre.

C'est pourquoi ils en préfèrent une autre.

Cette autre place, ils auraient pu sans doute la demander à leur plume ; ils ont préféré la demander à un de leurs amis.

M. X... est propriétaire de l'immeuble des Variétés. C'est un homme excellent et qui a de l'amitié la conception la plus haute. Et comme il n'exploite pas lui-même son immeuble, il

semble très naturel que ses amis l'exploitent un peu. C'est ainsi qu'une idée de génie naquit bientôt dans les esprits ingénieux de MM. Artus et Valabrègue.

Au lieu d'écrire chacun cent actes, qui n'auraient peut-être jamais vu le feu de la rampe, ils résolurent d'en écrire un seul, à eux deux. Seulement ce fut un acte notarié. Encore ne le signèrent-ils pas. Cet acte, que l'on nomme proprement un bail, ne porte que le paraphe de M. X... et celui de M. Samuel. Mais il y est expressément stipulé par M. X... que, tous les deux ans au moins, M. Samuel jouera une pièce de M. Artus et une autre de M. Valabrègue.

Les propriétaires d'aujourd'hui deviennent de plus en plus exigeants.



C'est dans cette acception que l'on dit familièrement aux Variétés que MM. Artus et Valabrègue sont « dans le bail ». Ils n'y sont d'ailleurs pas seuls : ils y voient avec une charmante femme, qui se contente provisoirement de jouer la comédie et de se faire assurer, chaque année, un minimum de représentations. Pourvu, Seigneur ! qu'elle n'aille pas faire cinq actes en vers !

Et je ne veux, bien entendu, critiquer ni Mlle Diéterle, qui est une femme, ni ce M. X..., un ami comme il n'y en a qu'au Monomotapa, ni même M. Samuel, qui, après tout, ne fait pas cela pour son plaisir. Mais c'est à MM. Artus et Valabrègue, que va d'abord toute mon admiration.

Leur modestie me touche, autant que leur industrie m'enchant, et comme je comprends l'amitié que M. X... leur porte ! Ils nous reposent de tous ces « m'as-tu-lu » qui n'écrivent pas trois lignes sans crier au chef-d'œuvre et qui remplissent les journaux et les cafés de leur battage. Ici, rien de pareil, ni brigue, ni intrigue, ni réclame, rien que quatre lignes dans un acte authentique. Et cela ne souffre ni discussion tapageuse, ni contestation d'aucune sorte : si jamais M. Samuel s'avisait de leur refuser « l'insertion », il leur suffirait de faire une simple sommation, et de recopier leurs pièces sur du papier timbré.

Ce sont gens d'esprit et de saine raison, qui ne parlent ni des droits sacrés de l'écrivain, ni du tribunal de l'opinion. Ils se contentent d'invoquer, eux, le droit civil et le tribunal de première instance.

Notez de plus qu'ils furent infiniment réservés dans leurs prétentions. Ils n'ont exigé d'être joués, chacun, qu'une fois tous les deux ans, ce qui est peu. Encore affirme-t-on qu'ils se contenteront d'un petit nombre de représentations. Si donc, par aventure, on leur reproche de prendre par de tels procédés une place que d'autres occuperaient peut-être plus dignement, du moins sera-t-on forcé de convenir que la place est petite et que les procédés sont d'une correction commerciale absolue.

Et nous ne concevons pas qu'on puisse leur demander davantage.

ROBERT DE JOUVENEL.



Le Torchon brûle



On a coutume de dire que la politique étrangère de M. Pichon manque de direction. Cette affirmation est absurde. La vérité est que la politique de M. Pichon, loin de manquer de direction, en a, au contraire, plusieurs.

Elle a eu d'abord la direction de M. Clemenceau. Cela n'a pas duré. Elle a eu, plus tard, celle de M. Tardieu, mais cela vient de finir.

M. Pichon a fait part au Sénat de cette rupture tragique en ces termes :

M. S. PICHON, *ministre des Affaires Etrangères*. — M. de Lamarzelle s'est emparé, dans sa discussion, d'un article du journal *Le Temps*.

Il y a huit jours, ce journal considérait que notre politique étrangère était parfaite et vantait les résultats acquis.

Brusquement, et sans qu'on puisse en donner le motif, il change d'avis et déclare que rien ne va plus, que nos ententes sont menacées, qu'elles sont improductives, qu'une série d'actes, qu'il approuvait auparavant, étaient regrettables. (*Sourires.*)

Je ne veux pas savoir quelles considérations ont pu déterminer une évolution si rapide. (*Très bien ! et rires.*)

M. Pichon ne veut pas savoir. Mais nous, nous voudrions bien.

M. Jaurès a tenté de nous l'expliquer dans l'*Humanité* :

Cela veut dire, en bon français, que M. Tardieu, qui a été mêlé à l'opération de la N'Goko Sangha, a approuvé la politique générale de M. Pichon tant que M. Pichon a soutenu l'affaire de la N'Goko Sangha, mais qu'il s'est retourné contre lui quand M. Pichon a désavoué

et abandonné devant la Commission du budget des transactions trop défavorables à la Compagnie.

Il est évident que pour approuver, à une époque quelconque, la politique extérieure de M. Pichon, il fallait que M. Tardieu eût des raisons bien spéciales.

M. Jaurès continue :

M. Tardieu essaie de démontrer, hier, qu'il n'avait pas approuvé sans réserve, avant ces incidents, la politique du ministre.

Mais c'est absolument vrai. Il y a une question au moins, à propos de laquelle M. Tardieu n'a jamais cessé de combattre la politique du cabinet : c'est la question du chemin de fer de Bagdad. Il y a un des ambassadeurs chers à M. Pichon, au moins, que « cet homme d'un grand talent » n'a jamais cessé de combattre : c'est M. Bompard, notre représentant à Constantinople.

Rendons-lui cette justice que, sur ce point-là, M. Tardieu n'a jamais varié.

M. Jaurès, qui se croit très au courant des affaires extérieures, parce qu'il connaît la politique du gouvernement allemand comme personne, aurait tort de croire qu'il a pénétré, avec l'affaire de la N'Goko-Sangha, le fond des choses.

Il se trompe grossièrement en imaginant que M. André Tardieu n'est guidé dans la vie — et dans le *Temps* — que par cette considération-là. Il y en a, en effet, une autre, qui lui tient bien plus fortement au cœur.

Et il s'agit d'un très grand projet.

Pour faire concurrence au chemin de fer de Bagdad, qui est aux mains de l'Allemagne, M. Tardieu voudrait voir créer une ligne qui, partant de la côte aboutirait également à Bagdad. Et cette ligne-là ne serait pas aux mains des Allemands, puisqu'elle serait exclusivement anglaise.

Je me garderais de formuler une opinion sur un projet si vaste et si grave, que M. Bompard combat et que M. Tardieu défend.

On affirme, il est vrai, que la collaboration de M. Tardieu serait indispensable à l'administration de ce second chemin de fer de Bagdad, et dans le monde diplomatique — où l'on est généralement prudent — on évalue même en chiffres précis le prix auquel le consortium anglais estimerait cette collaboration.

Et ceci prouve au moins que, dans cette entreprise, la France ne perdra pas tout.

R. J.



A nos Amis



Par lettres personnelles, nous avons prié cette semaine nos abonnés de vouloir bien nous communiquer une liste de bonnes adresses, pour envoyer des spécimens de l'ŒUVRE.

Nous remercions très vivement ceux qui ont déjà bien voulu nous répondre, et, dans l'intérêt de la propagande, nous prions instamment les autres de nous prêter le même concours.

Il n'est pas besoin de dire que, si nos lecteurs au numéro jugeaient à propos de nous rendre le même service et d'aider ainsi à la diffusion de l'ŒUVRE, nous leur en garderions la même gratitude.



Le gérant : GARDANÉ.

Imprimerie spéciale de l'Œuvre, 18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

BULLETIN

Le calme a continué à régner cette semaine dans le compartiment des Etablissements de Crédit français, ce qui n'a rien que de très naturel après l'étape prolongée de hausse qu'ils viennent de fournir.

La Banque de France a peu varié au lendemain de son assemblée annuelle, dont les résultats ont largement permis de maintenir le dividende à 140 francs nets, absorbant 25.550.000 francs. La redevance à l'Etat s'est élevée à 5.733.368 fr. 28, ce qui porte à 66.190.929 fr. 82 le total des sommes versées de ce chef au Trésor en vertu de la loi du 17 décembre 1897 et affectées au crédit agricole concurremment avec l'avance spéciale de 40 millions prévue par la même loi. Malgré tous les services rendus par la Banque de France à l'Etat et aux particuliers, un groupe politique vient de déposer sur le bureau de la Chambre une motion tendant à la dénonciation du privilège à partir de fin 1912.

Le Crédit Foncier de France est ferme. Les obligations Foncières et Communales, régulièrement demandées par le portefeuille, ont toujours un marché actif.

Les banques d'iles d'affaires ont conservé une fermeté satisfaisante. Nous noterons seulement, à l'appui de ce que nous avons laissé très souvent entrevoir, qu'il serait simplement question du maintien du dividende à son chiffre précédent à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Logiquement, si cette information est confirmée, les dispositions de tout le groupe pourraient s'en ressentir.

Dans le groupe des banques étrangères, la Banque Ottomane s'est montrée plus calme, mais paraît en bonne posture pour profiter de l'attitude plus conciliante du gouvernement turc.

Les appréciations favorables, dont la situation économique de l'Egypte est l'objet ont eu leur écho cette semaine dans le groupe des Banques Egyptiennes, qui a manifesté plus d'animation. Les actionnaires du Crédit Foncier Egyptien ont eu à statuer sur un dividende de 26 francs net à l'assemblée du 31 janvier.

Les Banques russes conservent un marché animé ; les Banques mexicaines tendent à se raffermir ; les Banques argentines sont calmes, tout en conservant, dans l'ensemble, leurs bonnes dispositions.



Communiqués

Compagnie Française du Port de Rio Grande do Sul.
— Emission de 70.000 obligations 5 0/0 de 500 fr. Solde de l'emprunt autorisé de \$5.000.000 de francs nominal. Intérêt annuel : 25 francs. Payable par semestre, les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année.

Remboursement à 500 francs en 60 ans au maximum à partir du 1^{er} février 1914, par tirages annuels. La Compagnie s'est interdite d'augmenter le nombre d'obligations à amortir ou de convertir les obligations pendant 10 années à partir de 1908.

Prix d'émission : 87 1/2 0/0, soit 437 fr. 50 par titre.

En souscrivant : 100 francs et à la répartition du 15 au 18 février 1911, 337 fr. 50.

La souscription aura lieu le 9 février 1911, à Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas et à la Société Générale.

La cote officielle de la Bourse de Paris, accordée pour les 100.000 obligations précédemment émises, sera demandée pour la présente émission.

La publication de la Notice exigée par la loi a été faite au Bulletin annexe au Journal Officiel du 23 janvier 1911.



LES CONSERVES ALIMENTAIRES

DE LA

MARQUE DÉPOSÉE



ne se trouvent que dans les bonnes
épiceries et maisons de comestibles.

EXIGEZ CETTE MARQUE!!